

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 345 du 25.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Abbas rend des comptes à Washington ...

Gaza/Israël : John Duggard appelle à une intervention internationale.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Une Interview de Robert Fisk par Dan Glazebrook : " rôle du journalisme en temps de guerre.

1-2 GWB, l'homme "maistrien" de la montée aux extrêmes.

1-3 Funérailles de Fadel Chanaa : Ménard a brillé par son absence...

2 Les brèves

2-1 L'autorité d'occupation a engagé le processus de construction de nouvelles habitations dans des colonies de Cisjordanie occupée.

2-2 La coupure de l'électricité de Gaza va paralyser tous les secteurs de la vie.

3 Dossier

3-1 Interrogation de Silvia Cattori : Israël, état voyou ?

3-2 Point de vue de Barah Mikaïl : Les déclarations du Hamas, une opportunité à saisir.

3-3 Point de vue de Ramzy Baroud : Pourquoi l'unité palestinienne n'est pas une option pour Abbas.

3-4 Point de vue de Alain Gresh : Al-Zawahiri sur le Hamas, l'Iran et d'autres questions.

4 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

4-1 Rapport de John Dugard : Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

4-2 [Amnesty International Belgique Francophone](#) : Action Urgente

4-3 Donald Macintyre : Notre règne de terreur, par l'armée israélienne.

4-4 Jeremy Bowen : Un «tsunami» des égouts à Gaza.

5 Annexe - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion.

5-1 Rapport du Centre Palestinien d'Information : Les opérations de qualité de la résistance mettent l'armée d'occupation dans une mauvaise posture.

5-2 Rory McCarthy : Les Israéliens défendent des règles qui rejettent 94% des demandes non-juives de permis de construire.

Tiré a part

Abbas rend des comptes à Washington ...

Bush a cherché jeudi à rassurer le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas sur les chances d'un accord sur un Etat palestinien, le présentant comme "une haute priorité" pour son administration dont le mandat s'achève en janvier. M. Abbas s'est dit "sûr" que M. Bush "oeuvre pour voir un règlement se conclure avant la fin de son mandat".

Les déclarations de Bush sur "la définition" d'un Etat palestinien semblent rejoindre celles de M. Abbas qui s'était dit dimanche déterminé à parvenir un "accord cadre" jetant les bases d'un traité de paix avec Israël avant la fin du mandat de Bush et rejetant un éventuel "accord de principes" plus vague.

Bush : "J'ai confiance dans le fait que nous parviendrons à définir un Etat (palestinien). J'ai aussi confiance dans le fait que cela exigera de travailler dur", a dit Bush "La question sur laquelle je concentre mon attention est comment définir un Etat (palestinien) qui serait acceptable pour les deux parties (les Palestiniens et Israël). Je suis confiant que cela se fera", a-t-il ajouté.

Bush : "Le facteur temps est très important et nous sommes dans une course contre la montre", a-t-il ajouté. Il a prévenu que "le chemin de la paix n'est pas semé de fleurs mais d'obstacles qu'il faudra éliminer pour arriver à la paix".

Bush a en outre indiqué qu'il rencontrerait à nouveau M. Abbas en mai lors de sa visite prévue au Proche-Orient notamment pour participer aux célébrations marquant le 60e anniversaire de la création d'Israël.

Il n'a pas précisé le cadre de cette rencontre en dépit des interrogations sur les attentes à placer dans ce voyage et sur l'éventualité d'un sommet avec MM. Bush et Abbas et Ehud Olmert.

En l'absence de toute percée dans les négociations israélo-palestiniennes, la porte-parole de Bush, Dana Perino, a reconnu jeudi que le processus lancé à Annapolis "n'avance pas assez vite". La Maison Blanche a "bon espoir" d'un accord, "mais nous savons aussi qu'il nous reste un sacré paquet de travail", a-t-elle dit.

Source : Al -Oufok 24-04

Gaza/Israël : John Duggard appelle à une intervention internationale

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

« Combien de temps cette folie va-t-elle se perpétuer sans intervention internationale sérieuse », a demandé aujourd'hui le Rapporteur des droits de l'homme pour les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

« Les effusions de sang à Gaza et dans une moindre mesure en Cisjordanie se poursuivent ». « Mercredi 16 avril, près de 20 Palestiniens ont été tués lors d'opérations militaires israéliennes. La majorité des tués étaient des civils et cinq d'entre eux des enfants. Le même jour trois soldats israéliens ont été tués », a rappelé John Duggard dans un [communiqué](#) publié aujourd'hui à Genève.

« Le manque de volonté de la part d'Israël de parler au Hamas est compréhensible, compte tenu de l'hostilité du Hamas envers l'Etat d'Israël. Mais il n'y a pas de raison pour que les Nations Unies, par l'intervention du [Conseil de sécurité](#) ou du Secrétaire général, n'intervienne pas et ne fasse pas valoir son rôle de médiateur », a souligné l'Expert des Nations Unies.

« C'est un rôle joué traditionnellement par les Nations Unies, même lorsqu'une des parties a été qualifiée de 'terroriste' », a-t-il insisté.

John Duggard a appelé à ce que l'ONU ouvre des « voies de communication entre Israël, le Hamas et l'Autorité palestinienne à Ramallah, afin de les amener à la table de négociations. Une telle initiative contribuerait aussi à la promotion de l'unité nationale palestinienne – un autre domaine dans lequel l'ONU a manqué d'agir ».

« Il n'est sûrement pas trop demandé que d'attendre du Conseil de sécurité, et, s'il ne peut agir, du Secrétaire général, de protéger la vie humaine, même si cela implique de parler à un groupe que l'on désapprouve politiquement », a souligné l'Expert.

17 avril 2008 –

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=16353&Cr=pales&Cr1=moyen>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Une Interview de Robert Fisk par Dan Glazebrook : " rôle du journalisme en temps de guerre.

Extrait

Robert Fisk a la réputation bien méritée d'être un des correspondants étrangers les plus honnêtes et pugnaces parmi les medias britanniques.

Il a travaillé en Irlande du Nord où il révéla la présence des SAS (forces spéciales – NDT) au milieu des années 70, ainsi qu'en Bosnie, Palestine, Irak et Liban. C'est ici, comme témoin au lendemain du massacre de réfugiés palestiniens organisé par Israël à Sabra et Chatila en 2000 que son journalisme prit sa forme actuelle : coléreux, passionné, et comme il le dit lui-même « partial du côté des victimes » - un style de journalisme qui, malheureusement, n'est pas très répandue parmi la profession. Au milieu des flots de mensonges et propagande émis par les médias au sujet de la politique Britannique et Etats-unienne au Moyen Orient, les écrits de Fisk constituent une bouffée d'air frais - même si la réalité sordide qu'il décrit n'en fait pas une lecture agréable.

Lorsque j'ai rencontré Fisk au Christchurch College, entre une conférence à Bristol et une autre au Festival Littéraire d'Oxford – apparemment sans un moment de répit – nous avons commencé à parler du rôle du journalisme en temps de guerre.

Je lui ai d'abord demandé si le journalisme, en aseptisant ou en justifiant la guerre, ne jouait pas un rôle dans son déclenchement.

Il y a plusieurs choses. Avant tout, il y a l'incapacité chez de nombreux journalistes aux Etats-Unis à dire la vérité sur la situation Israélo-palestinienne.

Ainsi, des territoires occupés sont appelées des territoires disputées, un mur est qualifié de barrière de sécurité, une colonie est appelée un voisinage ou un campement. Ce qui signifie que si vous voyez un Palestinien jeter une pierre, et s'il s'agit d'une occupation, là vous comprenez son geste.

Mais s'il s'agit d'une « litige », qui pourrait être réglée autour d'une bonne tasse de thé, alors les Palestiniens apparaissent comme des êtres intrinsèquement violents. Vous rabaissez ainsi une des parties de ce terrible conflit.

Puis il y a ce que la télévision ne veut pas montrer pour des raisons soi-disant de « mauvais goût ». Je me souviens d'un coup de fil, avec un rédacteur de la télévision à Londres, lorsqu'on avait demandé à la chaîne Al Jazeera quelques images sur des enfants tués et blessés par des tirs d'obus britanniques à Bassorah. Le type s'est mis à dire « inutile de nous envoyer ces images, nous ne pouvons pas les montrer ». La première excuse fût « les gens seront en train de boire leur thé, alors on ne peut pas montrer ces images ». Puis ensuite l'excuse est devenue « c'est comme pour la pornographie, ce n'est pas montrable ». Puis il a terminé par dire – c'est vraiment incroyable d'entendre de telles choses – « il faut respecter les morts ».

Eh oui, on ne montre aucun respect pour eux lorsqu'ils sont vivants, on les fait d'abord exploser en mille morceaux et ensuite il faut leur montrer du respect. A cause de cela – et tous les généraux à la retraite en train de pontifier bien à l'abri – tout ça devient un jeu. Vous commencez par répandre l'idée que la guerre est d'abord une affaire de victoire ou de défaite - alors qu'en fait c'est une affaire de mort et de douleurs immenses.

J'étais en Irak en 1991, lorsque les Britanniques et les Américains ont bombardé une autoroute. Il y avait des femmes et des enfants morts et déchiquetés, et tous ces chiens ont surgi du désert et ont commencé à les manger. Si vous aviez vu ce que j'ai vu, il ne vous viendrait jamais à l'idée de soutenir une guerre quelle qu'elle soit, contre qui que ce soit.

Evidemment, les politiciens – nos dirigeants – sont très heureux que ces images ne passent pas, parce qu'ainsi ils rendent la guerre plus séduisante, moins pénible.

....

Que dire du silence des autres, de tous ceux qui ont moins d'excuses ? Avec un nombre chaque jour plus faible de manifestants contre la guerre, avons-nous oublié ce qui se passe dans ces pays qui souffrent de la « libération » occidentale ?

Il faut sans cesse leur répéter « mais c'est réel » parce que la plupart des gens en occident n'ont aucune expérience de la guerre. Aucun de nos dirigeants politiques n'a eu une expérience de guerre. Bush l'a esquivé.

Cheney l'a esquivé. Powell était au Vietnam, mais il est parti. Leur seule expérience de la guerre, c'est Hollywood. Alors lorsque vous envoyez des gens faire la guerre, et que votre expérience se limite à Hollywood, vous pouvez vous retrouver un tantinet choqué de les voir mourir. Pour eux, la guerre n'a rien de concret.

Mais elle n'est que trop concrète pour les habitants du Moyen Orient, qui subissent depuis des décennies les guerres éclaires et les massacres initiés par l'Occident – depuis l'exode des palestiniens en passant par l'invasion du Liban par Israël en 1982, l'armement de l'Irak par les Etats-Unis pendant la guerre de 8 ans contre l'Iran, la "guerre" du Golfe en 1991, puis les sanctions économiques génocidaires de l'ONU contre l'Irak – sans parler du soutien occidental aux dictatures en Egypte, en Arabie Saoudite, au Koweït. Fisk a été témoin de tous ces événements, et il pense que le monde musulman a fait preuve d'une incroyable retenue devant tant d'oppression. Ce qui m'étonne c'est que le 11 Septembre n'ai pas eu lieu plus tôt. Peut-être parce que l'opération a demandé beaucoup de préparation, je ne sais pas, mais je suis étonné de voir qu'on peut aller frapper à n'importe quelle porte en Cisjordanie et ne pas recevoir une baffe. Au lieu de ça, ils vous offrent un café ou à manger. Imaginez le contraire, que nous soyons bombardés et occupés par des pays arabes et qu'un journaliste arabe vienne gentiment bavarder avec nous, je ne sais pas si nous ouvririons la porte. Vous le feriez, vous ?

Robert Fisk

18 avril 2008

Dan Glazebrook écrit pour le journal Morning Star et est l'un des coordinateurs de la branche britannique de l'Union Internationale des Parlementaires pour la Palestine. danglazebrook2000@yahoo.co.uk

Traduction VD pour le Grand Soir

<http://www.counterpunch.org/glazebr...>

Source : Le Grand Soir

[http://www.legrandsoir.info/...](http://www.legrandsoir.info/)http://www.palestine.solidarite.org/analyses.Robert_Fisk.180408.htm

LE GRAND SOIR - Diffusion autorisée et même encouragée. Merci de mentionner les sources.

CounterPunch

1-2 GWB, l'homme "maistrien" de la montée aux extrêmes.

Le président a établi, dans l'histoire des fameux sondages Gallup, deux records: celui de président le plus populaire (90% des personnes interrogées en septembre 2001)

et

celui de président le plus impopulaire (28% en avril 2008) dans l'histoire statistique des USA. Ces deux extrêmes tendraient en effet à être absolus puisqu'ils concernent toute l'histoire du sondage Gallup, qui commence en 1938 pour cette sorte d'enquête, et que Gallup est considéré comme le premier mécanisme de sondage fiable dans ce domaine.

GW Bush est donc un personnage historique par sa capacité à monter aux extrêmes.

Le sondage est présenté le 22 avril par *USA Today*.

«In a USA Today/Gallup Poll taken Friday through Sunday, 28% of Americans approve of the job Bush is doing; 69% disapprove. The approval rating matches the low point of his presidency, and the disapproval sets a new high for any president since Franklin Roosevelt.

»The previous record of 67% was reached by Harry Truman in January 1952, when the United States was enmeshed in the Korean War.

»Bush's rating has worsened amid "collapsing optimism about the economy," says Charles Franklin, a political scientist at the University of Wisconsin-Madison who studies presidential approval. Record gas prices and a wave of home foreclosures have fueled voter angst.

»Bush also holds the record for the other extreme: the highest approval rating of any president in Gallup's history. In September 2001, in the days after the 9/11 attacks, Bush's approval spiked to 90%. In another record, the percentage of Americans who say the invasion of Iraq was a mistake reached a new high, 63%, in the latest poll.

»Assessments of Bush's presidency are harsh. By 69%-27%, those polled say Bush's tenure in general has been a failure, not a success.»

A côté de l'explication assez piètre, anecdotique et sans signification autre que par le sarcasme de "GW, personnage historique", une autre explication doit être considérée.

On comprendra qu'elle nous est plus chère. L'hypothèse devient qu'il s'agit plutôt d'une époque exceptionnelle, où les dirigeants sont les jouets des événements plus qu'ils n'en sont les maîtres.

Dans ce cas, les sondages concernant la popularité de GW auraient une toute autre signification, extrêmement "maistrienne".

Ses 90% de septembre 2001 ne seraient évidemment que l'effet de l'événement 9/11 sur la fonction en tant que symbole, tandis que ses 28% ne sont que l'effet sur cette même fonction d'une situation générale qui est le déclin général de la puissance américaniste, encore plus que d'une politique particulière. Cette analyse rejoindrait l'appréciation que la politique US depuis septembre 2001 n'est nullement un effet de la seule volonté et des "plans" de l'administration mais un effet de l'évolution inéluctable de la puissance US, – en d'autres mots, de la mise à jour des faiblesses cachées de cette puissance. (Les jugements de plus en plus nombreux sur la véritable

signification de "l'influence" des néo-conservateurs vont dans ce sens. Ils disent que les *neocons*, loin d'usurper la politique US, n'ont fait qu'en exprimer d'une façon activiste les véritables tendances.)

La question plus immédiate et plus terre-à-terre de cette situation est de savoir comment cette interprétation, si elle est bonne, va jouer sur l'élection présidentielle.

La question plus précise est de savoir si cette situation va marquer la candidature McCain. Le problème de McCain deviendrait alors, face au problème déjà identifié des démocrates, de voir dans quelle mesure le candidat républicain ne sera pas prisonnier de ses liens inévitables avec l'administration républicaine. Pour l'instant, la confusion du côté démocrate empêche de se faire une idée précise de cette possibilité. Si l'interprétation se confirme, le caractère de "Guerre Civile" de l'élection en sera fortement renforcé.

Mis en ligne le 24 avril 2008 à 06H19

© www.dedefensa.org - Euredit S.P.R.L

1-3 Funérailles de Fadel Chanaa : Ménard a brillé par son absence...

Gaza: des centaines de personnes aux funérailles d'un journaliste de Reuters

Des centaines de personnes, dont des dizaines de journalistes, ont participé jeudi aux funérailles de Fadel Chanaa, un journaliste de l'agence britannique Reuters, tué la veille par un tir israélien dans le centre de la bande de Gaza.

Les participants, parmi lesquels les collègues du jeune homme tué, ont porté son corps, recouvert d'un drapeau palestinien, en quittant l'hôpital Chiffa de Gaza.

Ils avaient disposé sur un autre brancard sa caméra brisée et son gilet pare-balles encore couvert de sang.

D'autres portaient un portrait du journaliste, âgé de 23 ans.

"Non à l'assassinat de journalistes", "Les journalistes poursuivront leur travail", "L'assassinat de Fadel est une cicatrice sur le visage de l'occupation", indiquaient des banderoles en arabe et en anglais.

Des responsables politiques du Hamas, du Fatah et d'autres factions palestiniennes se sont joints aux funérailles.

Selon l'agence de presse Reuters, Fadel Chanaa était sorti de son véhicule pour filmer un char, à plusieurs centaines de mètres, participant aux opérations l'armée israélienne dans le centre de la bande de Gaza. La vidéo du journaliste, quelques secondes avant sa mort, montre le char ouvrant le feu. "Deux secondes après, une fumée apparaît autour du canon, la bande devient noire, apparemment au moment où Chanaa est touché", a indiqué Reuters.

Le véhicule du journaliste portait les insignes "TV" et "Press", a ajouté Reuters.

Dans un premier temps, des témoins avaient indiqué que Fadel Chanaa avait été tué dans son véhicule, lorsqu'un missile israélien l'avait touché. Dix-huit Palestiniens, dont une majorité de civils, et trois soldats israéliens ont été tués mercredi dans les opérations israéliennes dans la bande de Gaza. Parmi les victimes figurent cinq Palestiniens âgés de moins de 15 ans.

17-04-2008 10:29:12

(AFP) -

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 L'autorité d'occupation a engagé le processus de construction de nouvelles habitations dans des colonies de Cisjordanie occupée.

18-04

270.000 Israéliens vivent dans des colonies en Cisjordanie, et 200.000 autres sont installés dans une douzaine de quartiers érigés dans le secteur oriental de Jérusalem, conquis et annexé en juin 1967.

270.000 Israéliens vivent dans des colonies en Cisjordanie, et 200.000 autres sont installés dans une douzaine de quartiers érigés dans le secteur oriental de Jérusalem, conquis et annexé en juin 1967.

L'autorité d'occupation a engagé vendredi le processus de construction de nouvelles habitations dans des colonies de Cisjordanie occupée

Son ministère de l'Habitat a lancé vendredi un appel d'offres pour la construction de cent logements dans deux colonies de Cisjordanie occupée.

L'appel d'offres, publié dans la presse, concerne la construction de 52 logements dans la colonie d'El Kana et de 48 autres dans celle d'Ariel, toutes deux dans le nord de la Cisjordanie.

C'est la première fois qu'un tel appel d'offres est lancé concernant des colonies hors Jérusalem-est annexée, depuis la relance formelle le 27 novembre des négociations de paix israélo-palestiniennes à Annapolis aux Etats-Unis.

Le porte-parole d'Ehud Olmert, Mark Regev, a justifié cette décision en affirmant qu'elle "s'inscrit dans la politique du gouvernement de construire dans des blocs d'implantations existants".

Cette décision est "conforme avec ce que nous avons dit : un, pas de nouvelle colonie, deux, pas de confiscation de terres, et trois, pas de politique d'extension hors des limites des colonies déjà existantes", a affirmé Regev

[Al-Oufok avec les agences de presse](#)

18-04

L'autorité d'occupation a engagé vendredi le processus de construction de nouvelles habitations dans des colonies de Cisjordanie occupée

"Nous condamnons fermement la poursuite de la colonisation. Une telle décision sabote le processus de paix et les négociations" entre Israël et les Palestiniens, a déclaré l'un des principaux négociateurs palestiniens, Saëb Erekat.

Il a indiqué que l'Autorité palestinienne avait "contacté les Etats-Unis et les représentants du Quartette, suite à cette nouvelle violation des engagements israéliens".

La Feuille de route, le dernier plan international mis au point en 2003 par le Quartette (Etats-Unis, Russie, Union européenne, Nations unies) prévoit un gel de la colonisation israélienne et l'arrêt des violences du côté palestinien. Elle est restée jusqu'à ce jour lettre morte.

[Al-Oufok avec les agences de presse](#)

. 18-04

L'autorité d'occupation a engagé vendredi le processus de construction de nouvelles habitations dans des colonies de Cisjordanie occupée

L'appel d'offres a été vivement condamné par le mouvement anti-colonisation La Paix maintenant. "Ce cadeau scandaleux fait aux colons pour la Pâque juive porte atteinte aux négociations avec les Palestiniens et au statut international d'Israël", a déclaré son secrétaire général, Yariv Oppenheimer. Il a lui aussi accusé le gouvernement de violer ses engagements sur un gel de la colonisation.

Des représentants des colons se sont pour leur part félicités de la décision tout en la jugeant insuffisante. Ils reprochent au gouvernement d'avoir gelé la construction de milliers de logements dans des colonies en place.

[Al-Oufok avec les agences de presse](#)

2-2 La coupure de l'électricité de Gaza va paralyser tous les secteurs de la vie.

Le directeur général de la centrale électrique de la bande de Gaza, Rafiq Maleha, a averti, hier samedi 12/4, de l'arrêt total de la centrale à cause de la crise de carburant et de la fermeture totale de tous les passages par les autorités de l'occupation. Dans ses déclarations de presse, Maleha a dit que la centrale va complètement arrêter son travail pendant quelques jours, paralysant tous les secteurs de la vie dans la Bande, si les autorités de l'occupation ne fournissent pas de carburant.

On note que la compagnie d'électricité à Gaza travaille dans le cadre d'un programme de distribution d'électricité aux différentes régions de la bande de Gaza.

De son côté, le porte-parole de la compagnie palestinienne de distribution d'électricité Jamal Al-Darsawi a averti d'une vraie catastrophe si l'occupation continue à empêcher l'entrée du carburant dans la Bande.

Le président de la commission populaire pour la lutte contre le blocus, le député Jamal Al-Khoudri, a averti dans un communiqué de presse que l'arrêt de la centrale électrique va conduire à la détérioration totale de tous les secteurs de vie dans la Bande.

[Gaza - CPI](#)

13-04

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Interrogation de Silvia Cattori : Israël, état voyou ?

Les soldats d'Israël ont fait de Gaza un tombeau.

Des F16 israéliens dans le Camp de Bureij qui ont fait 9 morts et 50 blessés le 19 février 2008
(rafahtoday.org)

« Ce qu'Israël fait subir aux Palestiniens est une abomination » a déclaré l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, lors de sa récente tournée au Moyen Orient.

M. Carter a eu, de plus, le courage de braver le courroux des gouvernements israélien et états-uniens en rencontrant, à Damas, le chef du mouvement Hamas, M. Khaled Meshal, rompant ainsi l'isolement et la diabolisation dans lesquels la diplomatie « occidentale » s'obstine à maintenir cette force politique, démocratiquement sortie des urnes en janvier 2006 [1].

Merveilleux Jimmy Carter !

Par son geste, de simple diplomatie humaine, il a, à lui seul, effacé notre honte d'appartenir à cette société « occidentale » qui continue de soutenir aveuglément un État colonial qui a effacé la Palestine de la carte et qui

mène, depuis 60 ans contre un peuple sans défense, des opérations militaires à caractère terroriste, une politique d'apartheid et des assassinats ciblés dits « extrajudiciaires ».

Nous aurions apprécié que d'autres chefs d'État aient le courage de dénoncer les crimes de guerre d'Israël avec la même clarté que M. Carter.

Israël a mis le Moyen-Orient à feu et à sang. Il s'est rendu coupable de crimes gravissimes, en violation de toutes les règles du droit international. Et l'Union européenne a encore l'indécence de demander aux Palestiniens, et à leurs frères arabes, de reconnaître « le droit d'Israël à exister » en tant qu' « État juif », ce qui reviendrait à légitimer l'apartheid et à dénier aux réfugiés palestiniens leur droit inaliénable à retourner, comme tout autre réfugié dans le monde, sur les terres et dans les maisons dont ils ont été chassés !

Comme le relevait si justement l'intellectuel palestinien Omar Barghouti, « *aucun État n'a le droit d'exister comme État raciste* » [2]. Un État qui fait régner la terreur, en tuant quotidiennement des femmes et des enfants, que leurs proches, au désespoir, retrouvent déchiquetés ; un État qui peut massacrer, comme cela s'est passé à Gaza, en l'espace de quelques jours, des centaines de civils innocents, en lançant contre eux des bombes qui dispersent des centaines de fléchettes acérées, pénètrent le corps, mutilent, tuent, génèrent des souffrances atroces, -sans que cela ne soulève, il faut bien le dire, l'indignation de nos démocraties - devrait être mis au ban des nations.

Alors que nous avons droit aux meilleurs soins, accès à des hôpitaux et des médicaments pour soulager et guérir nos maladies et nos blessures, à Gaza, les malades meurent car Israël ne laisse rien entrer et les hôpitaux sont pris pour cible. L'armée israélienne a dévasté, le 16 avril, « *El Wafa Medical Rehabilitation* », mettant la vie des patients et soignants en danger, les privant d'électricité et d'approvisionnement en eau, contraignant les chirurgiens à cesser d'opérer.

À Gaza, depuis une année, des blessés et des malades, qui auraient pu guérir, sont morts faute de soins. Suhha Al Jumbass, 22 ans, malade de cancer, est décédée, en ce mois d'avril effroyable, parce que l'armée israélienne lui a refusé, comme à 133 autres personnes décédées avant elle récemment, d'aller se faire soigner en Egypte.

Au lendemain du massacre de Boureij [3], le Premier ministre israélien, Ehud Olmert a eu l'arrogance de dire qu'Israël fera « *payer au Hamas le prix de ce qui se passe à Gaza* ».

Mais qui paye le prix des souffrances ? L'agresseur ou l'agressé qu'il met à mort ? Que peut encore faire « payer » Israël à ces enfants qu'il affame, qui souffrent de la malnutrition et dont l'état psychologique est inquiétant, et à ces milliers de malades apeurés, laissé à l'abandon faute de soins, qui vont continuer de mourir faute de médicaments ?

Comment nos sociétés peuvent-elles tolérer autant d'horreurs et d'injustices ? Pourquoi nos gouvernements se bornent-ils à appeler « *les deux parties à la retenue* », comme si l'on pouvait établir une symétrie entre l'occupant et l'occupé, entre le bourreau et sa victime !

Nous n'en pouvons plus de cette attitude biaisée qui ménage Israël et méprise les victimes arabes. Une résidente de Rafah nous disait récemment avec amertume : « *Ils nous liquident en tirant des missiles remplis d'explosifs lourds de 3'000 pounds. Une tonne de ces explosifs ZNT est capable de raser tout un quartier. C'est un missile de ce type que l'armée israélienne a lancé contre une mosquée à Rafah et qui a détruit également quinze autres maisons. Ils nous condamnent à mourir, ils nous empoisonnent, ils nous enferment, ils nous coupent les vivres, ils nous bombardent, ils nous privent de tout accès aux médicaments, ils nous privent des produits vitaux comme le chlore pour assainir l'eau et ensuite ils nous vendent leurs laitues empoisonnées par les insecticides, à un prix exorbitant* ».

Les Palestiniens ont droit à la vie et à être protégés, comme tout peuple opprimé par plus fort que lui. Jamais une guerre menée par un État colonial n'a été aussi durablement couverte par le mensonge, la désinformation, l'hypocrisie.

Même les soit disant « amis de la Palestine », les pacifistes israéliens que l'on idéalise, ne sont pas sans reproches. Car, se contenter de condamner l'occupation israélienne et ses crimes ne suffit pas à régler les torts causés. Il faut avoir l'honnêteté d'aller à la racine du problème en exigeant, non seulement la fin de l'occupation, mais également le droit au retour des réfugiés, et la fin du racisme institutionnalisé contre les Palestiniens, et cela dans un État qui garantisse des droits égaux à tous ses habitants.

Les gens de confession juive qui s'identifient à Israël ne peuvent continuer à se prévaloir des crimes commis par les nazis pour justifier l'existence d'un État raciste sur des terres volées aux Arabes.

Tout cela est inacceptable. Gaza est, pour ses habitants, une prison d'où personne ne peut sortir, hormis les Palestiniens munis d'un laissez passer VIP délivré à la « tête du client » et d'entente avec l'occupant, par l'Autorité palestinienne de Ramallah. Une Autorité corrompue, qui participe à la liquidation du Hamas et va à l'encontre des aspirations de son peuple.

Les Palestiniens, déjà brutalisés par l'armée d'occupation, ne méritaient pas cette suprême trahison.

Reste à augurer que le temps viendra où ceux qui ont commis des crimes ou qui ont servi, d'une manière ou d'une autre, les intérêts de l'occupant israélien, seront appelés à répondre devant l'histoire.

Silvia Cattori

21 avril 2008

[1] M. Carter avait déjà suscité une tempête en énonçant des vérités qui dérangent Israël dans son livre « *Palestine : Peace Not Apartheid* ».

[2] Voir : « *Omar Barghouti : Aucun État n'a le droit d'exister comme État raciste* », Réseau Voltaire, 6 décembre 2007.

[3] Le 16 avril, des missiles lancés par des avions et des chars sur le camp de réfugiés miséreux de Boureij, ont massacré 18 civils palestiniens, dont cinq enfants. Le même jour Fadel Chanaa, 23 ans, caméraman palestinien de l'agence Reuters, a été délibérément pris pour cible, tué avec une bombe à sous-munitions par le soldat israélien posté en face de lui dans un char.

Source : Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net/...>

3-2 Point de vue de Barah Mikail : Les déclarations du Hamas, une opportunité à saisir.

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs, mais doit être vu comme information

Faut-il croire le Hamas sur parole ?

Alors que l'ancien président américain Jimmy Carter vient d'achever une « tournée pour la paix » moyen-orientale d'une durée de 9 jours, le débat (ré)amorcé aujourd'hui sur l'actualité du conflit israélo-palestinien a au moins un aspect positif : celui de contribuer à mettre les points sur les « i ». On ne compte en effet plus le nombre d'hypothèses et diverses contre-thèses qui ont pu accompagner les interprétations liées aux évolutions du principal épicrocentré conflictuel du Moyen-Orient depuis le 26 janvier 2006 particulièrement, date d'accès du Hamas au pouvoir dans les Territoires palestiniens.

Les uns y voyaient l'émergence d'une nouvelle donne compromettante pour la paix dans la région, arguant du déni existentiel affiché par cette formation vis-à-vis de l'Etat d'Israël ; les autres tentaient, au contraire, d'y voir une opportunité pleinement exploitable, conformément au principe selon lequel seuls les ennemis mutuels (soit le Hamas d'une part, et l'exécutif israélien) peuvent négocier concrètement les termes d'une paix. Il aura cependant fallu passer par de profonds tiraillements inter-palestiniens, de nouvelles – et graves - inflexions dans l'état des relations israélo-palestiniennes, ainsi que par une donne israélo-libanaise exacerbée, pour en arriver à un constat : le Hamas, pas plus que le Hezbollah libanais, n'ont finalement courbé l'échine. Deux ans après l'accès du Hamas au pouvoir, et un an et demi après la fin officielle du dernier des affrontements israélo-libanais d'ampleur, retour à la case départ donc, avec l'échec des Israéliens, des Américains, et de leurs alliés occidentaux à tordre le cou tant à leurs principaux ennemis régionaux (Hamas et Hezbollah) qu'à leurs parrains supposés (la Syrie et l'Iran).

Une donne régionale toujours aussi explosive implique ainsi de trouver des solutions nouvelles, et durables. Dans ce contexte, la récente annonce du Hamas, qui se dit disposé à respecter une trêve militaire de longue durée avec Israël si toutefois ce dernier acceptait se retirer sur les frontières territoriales qui prévalaient à la veille de l'éclatement de la guerre des Six-Jours de juin 1967, est-elle à placer dans la catégorie des propositions nouvelles et sérieuses formulées par une formation qui a réussi à maintenir ses assises contre vents et marées ? Pas vraiment.

Une fois encore, le Hamas fait en effet montre d'une reconnaissance implicite de sa part de l'Etat hébreu, et quand bien même il refuse de procéder à une énonciation formelle de son accommodation du fait israélien, il convient de ne pas oublier que le cheikh Ahmad Yassine lui-même, ancien chef spirituel du Hamas, avait procédé à une proposition similaire au début de l'année 2004, quelques semaines tout juste avant son assassinat par l'armée israélienne. La trêve n'est pas une reconnaissance, disent les Israéliens ; pas de reconnaissance de notre part, mais des garanties de sécurité en cas d'un retrait des Israéliens de nos territoires occupés depuis 1967, rétorquent les Palestiniens du Hamas. Et l'on voit mal comment les positions des uns et des autres pourraient en venir à évoluer plus avant dans les prochains temps. Le Hamas a le soutien de la « rue palestinienne » en effet, si l'on en croit les sondages d'opinion à tout le moins ; le gouvernement d'Ehoud Olmert, pour sa part, ne voit pas pourquoi il devrait prendre en considération les affirmations du Hamas alors que le Fatah est beaucoup plus acquis à ses volontés. Même si les termes d'une alliance objective ne sont jamais totalement exclus dans l'alchimique et complexe moule proche-oriental, on ne voit ainsi pas ce qui pourrait réellement les motiver aujourd'hui.

Car, une fois n'est pas coutume, le verdict hypothétique des urnes est bel et bien un déterminant incontournable des évolutions intervenant tant côté palestinien qu'israélien, et c'est en ce sens que les perspectives prévalant d'un côté comme de l'autre se font une fois encore miroir.

Car l'aspect relativement nouveau de cette actualisation des exigences du Hamas pour la pacification des perspectives réside dans son annonce selon laquelle il serait prêt à accepter les termes d'une paix négociée entre l'Autorité palestinienne (représentée donc par le Fatah) et le gouvernement israélien à l'une des conditions suivantes : soit que les Palestiniens signifient par référendum leur accord vis-à-vis d'un tel et hypothétique texte ; soit que cette même disposition soit validée par un nouveau Conseil législatif palestinien qui aurait été consacré par la voie des urnes.

Le Hamas sait, en effet, que les sondages lui sont favorables aujourd'hui, et qu'ils ne jouent par contre en rien en faveur du Fatah ; dès lors, il voit mal pourquoi il se priverait d'un recours à une telle piqûre de rappel. Ce scénario annoncé, quand bien même il n'aboutirait pas concrètement, ne lui donnerait en effet pas moins des arguments supplémentaires, sur le principe selon lequel toute absence de prise en compte de ses propositions est en soi-même un aveu de faiblesse de la part des négateurs. Quant à Ehoud Olmert, auquel les sondages d'opinion ont

été beaucoup plus favorables depuis qu'il a validé tour à tour, ces derniers mois, un bombardement sur un site nucléaire syrien supposé (septembre 2007) ainsi qu'une nouvelle série d'opérations musclées à l'encontre de la bande de Gaza, il voit probablement très mal pourquoi il devrait acquiescer à une prise en compte sérieuse des déclarations du Hamas dans un contexte où un tel acte pourrait être synonyme, aux yeux de sa population, d'un aveu de faiblesse vis-à-vis des Palestiniens. Autant dire que les perspectives demeurent loin d'abonder en faveur de la réouverture d'un canal diplomatique franc entre Israéliens et Palestiniens, et que l'on ne saurait d'ailleurs voir Israël dire oui au Hamas à un moment où il n'hésite pas à faire valoir bien des oppositions à la volonté américaine de voir la création d'un Etat palestinien aboutir d'ici à la fin de l'année 2008.

Il ne faut pourtant pas en déduire une quelconque inutilité dans la démarche courageuse entreprise ces derniers jours par J. Carter, qui, c'est le moins que l'on puisse dire, a été très sérieusement tancé par les exécutifs israélien comme israélien.

Ces nouvelles déclarations du Hamas ont en effet au moins un mérite : celui de montrer que la voie militaire est loin d'être le choix stratégique exclusif de cette formation. Ce n'est ainsi pas le moindre des mérites de J. Carter que d'avoir contribué, si besoin en était, à la clarification de cet aspect. Quant à Israël, aux Etats-Unis, mais aussi à l'Union européenne (ou du moins la majorité de ses membres), leur boycott du Hamas a, au bout de deux ans, montré ses limites : la formation islamiste a su se maintenir, sa popularité n'a pas subi l'érosion initialement escomptée, et ses revendications assumées restent intactes. Il n'est ainsi en rien inutile de rappeler qu'il est, plus que jamais, urgent pour les pays occidentaux de consacrer le Hamas au rang de partenaire politique, au même titre que le Fatah. Cela ne signifie en rien d'acquiescer à l'ensemble des conditions que pourrait en venir à afficher cette formation pour l'avenir des relations israélo-palestiniennes, bien entendu. Ce serait, au contraire, une manière de la responsabiliser, et de lui montrer qu'elle peut obtenir un gain politique conséquent à partir du moment où elle ferait montre de pragmatisme, et surtout de souplesse supplémentaire. Car, si le Hamas est capable de parler d'une trêve avec Israël en dépit de la guerre à outrance qu'il connaît depuis plus de deux ans, rien n'empêche de penser qu'il pourrait se montrer encore plus souple et réaliste à compter du moment où il trouvera face à lui des interlocuteurs efficaces, et probants. Jusqu'à preuve du contraire en effet, pas une négociation à l'international n'a été initiée au départ de postures initiales consensuelles de la part des protagonistes concernés. Il n'y a pas de raisons qu'il y en aille différemment dans le cas du conflit israélo-palestinien.

Barah Mikail Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), spécialisé sur le Moyen-Orient. Auteur de La Politique américaine au Moyen-Orient (Daloz, 2006)

Barah Mikail

Source : IRIS

<http://www.iris-france.org/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Barah_Mikail.220408.htm

3-3 Point de vue de Ramzy Baroud : Pourquoi l'unité palestinienne n'est pas une option pour Abbas.

Quelques heures seulement après l'affrontement Hamas-Fatah à Gaza en juin dernier, c'est un président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas semblant ferme et posé qui serrait les mains des membres de son nouveau gouvernement d'urgence.

Pour s'assurer que sa démarche apparaisse aussi légitime que possible, il a émis des décrets qui mettaient hors la loi les milices armées du Hamas, et également suspendu des clauses importantes de la Loi fondamentale palestinienne, qui avait jusque là servi de constitution.

La Loi fondamentale stipule que pour qu'il soit constitutionnel, tout gouvernement doit être approuvé par le Parlement palestinien.

Abbas a simplement décrété l'invalidité de cette clause, dérochant ainsi aux Palestiniens une de leurs plus grandes réussites collectives – la démocratie.

Ce système, lorsqu'il est véritablement représentatif, est bien sûr précieux et significatif.

Si l'on considère les circonstances impossibles dans lesquelles la démocratie palestinienne en particulier a été engendrée et nourrie – occupation militaire, pression internationale, extrême pauvreté – c'était également profondément historique. Contrairement aux idées reçues qui ont suivi l'occupation US de l'Irak, les Arabes se montraient capables, en fin de compte, de conduire un processus démocratique.

Malheureusement, la réalisation de la démocratie ne garantit pas sa conservation.

Presque immédiatement après la victoire du Hamas aux élections de janvier 2006, tant les forces locales qu'internationales se sont ruées pour étouffer et renverser le résultat de ce vote.

Des intellectuels prétentieux ont écrit sur l'incompatibilité entre Islam et démocratie, des hommes politiques ont dénigré la victoire du Hamas comme étant le signe de l'envahissement du militarisme et de l'extrémisme, et des dirigeants mondiaux se sont rapprochés du "légitime" Abbas, comme opposition à "l'illégitime" Hamas. C'était bien sûr ridicule.

Pour Israël, l'affrontement entre le Fatah d'Abbas et le Hamas islamique fut une chance en or, comparable aux bénéfices glanés lors d'un autre moment opportun, les attaques terroristes du 11 septembre, que le leader du Likud israélien, Benjamin Netanyahu, a qualifiées récemment, et ce n'est pas la première fois, de "bonnes" pour Israël (Haaretz, 16 avril).

Le combat palestinien fut aussi une bonne chose pour Israël ; ç'en était fini de cette énervante démocratie palestinienne faisant de la concurrence à l'auto proclamée "seule démocratie du Moyen Orient" d'Israël. De plus, les Palestiniens ont été une fois de plus dépeints comme la populace incontrôlée, incapable de produire des artisans pour la paix responsables ni de créer un environnement de "sécurité", que l'Etat d'Israël clame si souvent convoiter.

De même pour Abbas et ses ministres, ils savaient fort bien que l'affection américano-israélienne de fraîche date à leur égard était conditionnelle.

Après tout, ils sont les mêmes personnes, occupant les mêmes postes et jouant les mêmes rôles qu'ils ont toujours joués. Ils sont les ministres, les conseillers, les amis et les responsables de l'Autorité palestinienne de feu le Président Yasser Arafat, qu'ils évitaient soigneusement, comme leur Président. Ils ont aussi très bien compris leur nouvel intérêt à représenter l'antithèse au Hamas. Au lieu de refuser le rôle de larbins, les ministres du gouvernement Abbas sont entrés dans le jeu.

Soudain, le conflit, qui apparaissait jusque là comme étant entre Israël et les Palestiniens s'est transformé comme conflit entre Abbas et ses soutiens (Israël et les USA) d'un côté, et le Hamas tout seul de l'autre. Le problème, comme rapporté dans les principaux médias, a cessé d'être les colonies, l'occupation et les violations des lois internationales, mais les "forces de l'ombre" antidémocrates à Gaza opposées aux forces de paix et de civilisation à Ramallah et à Tel Aviv.

Pour donner du poids à ces images hautement trompeuses par une "action", Abbas et le premier ministre israélien Ehud Olmert ont amorcé leur recherche d'une paix illusoire. Cela a commencé à Annapolis et fut suivi de séries de discussions aussi régulières que vaines. Bien peu sont ceux qui espéraient que ces rencontres déboucheraient sur des résultats significatifs ; leur seul objectif était d'isoler davantage le Hamas et de souligner l'alliance Abbas-Israël.

Par Ramzy Baroud
24 avril 2008

Sources ISM par Adriana Evangelizt publié dans : [Gaza](#)

3-4 Point de vue de Alain Gresh : Al-Zawahiri sur le Hamas, l'Iran et d'autres questions.

En décembre 2007, Ayman Al-Zawahiri, le numéro deux d'Al-Qaida a sollicité les internautes. Les réponses ont été publiées le 2 avril sur le site du mouvement Al-Sahab media en arabe et en [anglais](#).

Ce texte permet de mieux cerner la pensée (et les contradictions) d'Al-Qaida et aussi les sujets qui préoccupent ceux qui posaient des questions (au total 1888).

Sans prétendre faire le tour de tous les problèmes, je donne ci-dessous la substance des réponses sur les principaux sujets abordés :

....

Sur la Palestine et le Hamas

Il accuse Al-Qaradawi de ne pas avoir d'objection à la reconnaissance d'Israël si un Etat palestinien est créé. « *Je mets en garde, poursuit-il, contre une orientation qui se répand dans la direction d'un groupe musulman bien*

connu (il vise les Frères musulmans, rappelons que Qaradawi est considéré comme un de leurs leader spirituels) et dans la direction de groupes islamistes en Palestine, une orientation qui appelle à la création d'un Etat palestinien sur les territoires qui ont été occupés en 1967 et oubliant les parties de la Palestine qui ont été volées avant. Le masque est tombé avec les accords de la Mecque qui ont abandonné les quatre cinquièmes de la Palestine ».

Al-Zawahiri revient ensuite sur le Hamas :

« J'ai adopté une approche graduelle à l'égard du Hamas. D'abord un soutien puis des conseils répétés puis des mises en garde et, enfin, une critique générale. Quand ils ont signé les accords de la Mecque, cette critique était indispensable. J'ai adopté une approche graduelle à leur égard, mais ils n'ont pas répondu aux conseils de leurs frères et ont continué sur la même voie, de la participation aux élections (de janvier 2005) dans le cadre d'une constitution laïque, à leur abandon de leurs frères en Tchétchénie, finissant par leur abandon des quatre cinquièmes de la Palestine. »

Zawahiri continue en affirmant qu'il fait la différence entre la direction politique du Hamas et les moudjahidin (les brigades Ezzedine Al-Qassam), qu'il appelle les musulmans à soutenir (un appel destiné spécialement, dit-il, aux « tribus du Sināï »).

Dans un autre développement, Zawahiri explique :

« Il est du devoir des moudjahidin des brigades Al-Qassam de conseiller leurs dirigeants et de leur demander de retourner à une ligne correcte, et de leur expliquer tout cela. Et si ces dirigeants ne répondent pas, alors la loyauté à Allah et à son messenger doit être plus forte que la loyauté à l'égard de leurs dirigeants. »

Répondant à la question de savoir si on peut qualifier les dirigeants du Hamas d'incroyants :

« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui mettent un signe d'égalité entre le Fatah et le Hamas. Le Hamas affirme son affiliation à l'islam alors que le Fatah est un mouvement laïque. Et je ne pense pas que l'on puisse dénoncer les dirigeants du Hamas comme incroyants. Déclarer que des individus sont des incroyants est une affaire très sérieuse (...). »

A plusieurs reprises, Zawahiri accuse les Frères musulmans égyptiens, leur reproche leur participation aux élections et accuse les Frères musulmans en Irak et en Afghanistan de participer au pouvoir.

Plusieurs questions portent sur le fait qu'A-Qaida ne mène pas le combat en Palestine. Dans une réponse, Al-Zawahiri explique que l'organisation a mené des attaques contre les juifs à Djerba (Tunisie), contre des touristes israéliens à Mombasa (Kenya). Il explique ensuite que Ben Laden, dans son dernier discours, a affirmé que les moudjahidin, après avoir libéré l'Irak, se dirigeront vers Jérusalem. Ailleurs, il précise : « Je veux assurer notre peuple, particulièrement en Palestine, que nous étendrons notre djihad, si Dieu le veut, et que nous ne reconnaitrons jamais les frontières issues des accords Sykes-Picot (accords de partage du Proche-Orient entre la France et le Royaume-Uni signés durant la première guerre mondiale) ni les dirigeants que le colonialisme a mis en place. Nous, par Dieu, ne vous avons pas oubliés après les événements du 11 (septembre), car un homme peut-il oublier sa famille ? Mais, à la suite de ces raids bénis (du 11-Septembre) qui ont frappé la tête et le coeur du siège mondial de l'incroyance et l'allié principal de l'entité sioniste, l'Amérique, nous sommes occupés à l'attaquer et à la combattre ainsi que ses agents, d'abord en Irak, en Afghanistan, dans le Maghreb islamique et en Somalie. Et si elle et ses agents sont battus, avec l'aide de Dieu, il ne se passera pas beaucoup de temps avant les moudjahidin mettent en place des brigades de Bagdad, d'Al-Anbar, de Mossoul, de Diyala et de Salaheddine pour nous ramener, avec l'aide de Dieu, à Hittin. » (Victoire de Saladin contre les Croisés en 1187 qui permit la reconquête par les musulmans de Jérusalem.)

Combating Terrorism Center de West Point (centre qui s'inscrit tout à fait dans l'idéologie de la guerre mondiale contre le terrorisme) publie The Power of Truth ? Questions for Ayman al-Zawahiri, publie une analyse des questions posées par les internautes et des réponses du numéro 2 d'Al-Qaida.

L'étude a été faite par Jerret Brachman, Brian Fishman et Joseph Felter.

Certains éléments quantitatifs sont intéressants. Le Centre a recensé un total de 1188 questions. 93 questions (4,9%) portaient sur le Hamas, seulement 5 questions portaient sur Qaradawi et 23 sur les Frères musulmans (alors qu'Al-Zawahiri a accordé aux deux une grande place dans ses réponses ; 78 questions portaient sur le Fatah Al-Islam, 6% portaient sur l'Irak et sur l'Etat islamique d'Irak ; 78 questions portaient sur l'Iran (4,2%).

Voici les quatre conclusions que les auteurs tirent de cette recherche :

Zawahiri est inquiet du mécontentement croissant parmi les djihadistes, notamment par les actions qui tuent des civils ;

Zawahiri a révélé des informations sur la tactique de propagande d'Al-Qaida reconnaissant de facto que le dirigeant de l'Etat islamique d'Irak Abou Omar Al-Baghdadi n'existait sans doute pas ;

le conflit avec le Hamas va grandissant, de même que l'intérêt d'Al-Qaida pour le Liban ;

Al-Qaida continue de considérer les Frères musulmans comme un de ses plus importants adversaires

Alain Gresh

Source : Carnets du diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Alain_Gresh.230408.htm

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Rapport de John Dugard : Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

Résumé du rapport

Cette année marque le quarantième anniversaire de l'occupation du territoire palestinien. Les obligations d'Israël en tant que puissance occupante n'ont pas diminué du fait du caractère prolongé de cette occupation. (De fait, 60 ans d'occupation et de la NAKBA...NDLR).

Israël demeure la puissance occupante à Gaza bien qu'il affirme que Gaza est un «territoire hostile». Ceci signifie que ses actes doivent être mesurés à l'aune des normes du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. Si on le juge au regard de ces normes, Israël est en violation grave de ses obligations juridiques. La punition collective qu'inflige Israël à Gaza est expressément interdite par le droit international humanitaire et a provoqué une grave crise humanitaire.

La situation des droits de l'homme en Cisjordanie a empiré, alors que l'on espérait qu'elle s'améliorerait à la suite de l'éviction du Hamas de l'administration de la Cisjordanie. Les colonies s'agrandissent, la construction du mur continue et le nombre de points de contrôle augmente. Les incursions militaires et les arrestations se multiplient; 779 détenus palestiniens ont été libérés mais 11 000 demeurent dans les prisons israéliennes.

Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination est gravement menacé par la séparation de Gaza et de la Cisjordanie qui résulte de la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza en juin 2007. La communauté internationale ne doit rien ménager pour rétablir l'unité palestinienne.

Le 27 novembre, un nouveau processus de paix a été engagé à Annapolis. Ce processus doit se dérouler dans un cadre normatif qui respecte le droit international, le droit international humanitaire et les droits de l'homme. L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur *les Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* (1) est une composante essentielle de ce cadre et ne peut être passé sous silence par le processus de paix d'Annapolis ni par les autorités israéliennes et palestiniennes, le Quatuor et l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général, en sa qualité de représentant de l'Organisation des Nations Unies, doit veiller à ce que l'avis consultatif, qui représente la loi de l'ONU, soit respecté par toutes les parties engagées dans le processus d'Annapolis.

NDLR: S'il n'y avait qu'un seul ouvrage que vous ayez le temps de lire sur la situation, la vie, les exactions que vivent les palestiniens sous occupation, sous colonisation, sous apartheid (John Dugard est formel à cet effet) alors lisez ce rapport sur les droits de l'homme (et de la femme) en Palestine outragée.

Disponible pour téléchargement à cette adresse :

<http://www.robertbibeau.ca/palestine/RapportJohnDugard.doc>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine/RapportJohnDugard.doc>

Toujours du nouveau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

4-2 Amnesty International Belgique Francophone : Action Urgente.

Muhammad al Hurani (h), 25 ans ;

Rami Al Arouqi (h), 29 ans ;

Karima Abu Dalal (f), 34 ans ;

Rami al Masri (h), 25 ans ;

Sameer Taleb (h), 47 ans ainsi qu'au moins neuf autres personnes (cinq hommes et quatre femmes) atteintes d'un cancer

MDE 15/019/2008 - AU 103/08

Extrait : Les autorités israéliennes empêchent des Palestiniens gravement malades habitant la bande de Gaza de quitter cette zone afin de recevoir des traitements médicaux qui n'y sont pas disponibles. Ces dernières semaines, les personnes nommées ci-dessus et au moins neuf autres, qui souffrent toutes d'un cancer ou d'autres affections mettant leur vie en danger, se sont vu refuser l'autorisation de bénéficier d'une prise en charge médicale qui pourrait leur sauver la vie en dehors de Gaza.

Les 1,5 million de Palestiniens habitant la bande de Gaza ne peuvent sortir de cette région qu'avec une autorisation délivrée par l'armée israélienne, qui leur permet d'emprunter le seul point de passage en fonctionnement pour entrer sur le territoire israélien.

La vaste majorité des demandes de ce type, y compris celles, nombreuses, concernant des patients en attente de soins qui pourraient leur sauver la vie, sont refusées. D'après la section israélienne de l'organisation internationale Médecins pour les droits humains (MDH-Israël), le nombre de patients originaires de Gaza qui n'ont pas obtenu l'autorisation des autorités israéliennes a considérablement augmenté au cours des deux dernières semaines. Cette association a traité les cas de 11 personnes qui se sont vu refuser l'accès à des centres médicaux en Israël depuis le début du mois d'avril.

Nufuz Husni, une femme âgée de quarante-quatre ans qui souffre d'une tumeur maligne située près du rein, en fait partie. Ces deux dernières années, elle s'est rendue quatre fois en Israël pour y être soignée. Cependant, après que ses médecins de Gaza l'ont récemment orientée de toute urgence vers des soins spécialisés à la suite d'une grave hémorragie, elle s'est vu refuser l'autorisation de franchir la frontière.

Les autorités israéliennes ont mis en service une navette, surveillée par les forces de sécurité israéliennes, afin de transporter dans des centres médicaux en Égypte ou en Jordanie les patients ayant besoin de soins urgents qui n'ont pas obtenu l'autorisation de quitter Gaza. Cependant, selon MDH-Israël, ce bus ne roule en moyenne qu'une fois toutes les cinq semaines. Les annulations de dernière minute sont fréquentes et le nombre de places limité contraint certains patients à attendre son prochain passage. La semaine dernière, trois navettes qui auraient permis à des dizaines de personnes d'accéder à des soins ont été annoncées puis annulées. Ces patients sont bloqués à Gaza. Les autorités israéliennes ont désormais fermé les frontières de la bande de Gaza et de la Cisjordanie jusqu'à la fin des festivités de la pâque juive, le 27 avril. Actuellement, aucune indication n'a été donnée quant au départ d'une prochaine navette.

L'une des personnes qui espéraient pouvoir emprunter ce moyen de transport, Karima Abu Dalal, est en très mauvaise santé. Depuis novembre 2007, elle n'a pas pu obtenir l'autorisation de quitter Gaza pour être soignée. Normalement, le traitement du lymphome de Hodgkin, dont elle souffre, a un taux de réussite élevé. Le 26 mars, après qu'Amnesty International a évoqué son cas une fois de plus, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles lui avaient accordé l'autorisation de se rendre en Égypte et en Jordanie. Toutefois, en raison de l'annulation du passage de la navette, elle ne peut toujours pas rejoindre l'Égypte.

Ces derniers mois, une quarantaine de patients gravement malades sont morts après que leur départ de la bande de Gaza a été retardé ou empêché. Les autorités israéliennes affirment qu'elles ne pouvaient permettre à ces personnes, ainsi qu'à d'autres, de quitter Gaza, pour des raisons de « sécurité » non spécifiées. Refuser le passage à des patients qui ont désespérément besoin d'une prise en charge médicale n'est absolument pas justifié d'un point de vue sécuritaire, car toutes ces personnes sont soumises à des contrôles de sécurité stricts à la frontière.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Des Palestiniens sont bloqués à Gaza depuis qu'Israël a totalement fermé, le 9 juin 2007, le point de passage de Rafah vers l'Égypte, leur principale porte vers le monde extérieur. Les rares habitants de Gaza qui ont depuis été autorisés à quitter cette zone sont passés par Erez pour entrer sur le territoire israélien. Les infrastructures médicales de Gaza manquent de personnel et d'équipements spécialisés pour traiter un certain nombre d'affections. Les hôpitaux et autres centres de soins sont également touchés par une pénurie croissante de pièces détachées pour le matériel médical, en raison des blocus imposés par Israël sur les importations de Gaza. En vertu du droit international, Israël n'a pas le droit, en tant que puissance occupante, d'imposer une sanction ou des représailles collectives à la population palestinienne et doit veiller à ce que les résidents de la bande de Gaza et de la Cisjordanie bénéficient du même accès aux soins médicaux et hospitaliers que ses propres citoyens. La navette, qui a effectué très peu de trajets depuis le début de l'année 2008, ne satisfait en aucun cas à ces obligations au regard du droit international.

Links:

[1] <mailto:minister@mod.gov.il>

[2] <mailto:arbel@mail.idf.il>

[3] <mailto:brussels@israel.org>

[4] <mailto:embassy.egypt@skynet.be>

[5] <mailto:deleg.palestinienne@skynet.be>

Amnesty International Belgique francophone - Rue Berckmans, 9 - 1060 Bruxelles. Tel: 02/538.81.77.

4-3 Donald Macintyre : Notre règne de terreur, par l'armée israélienne.

Dans des témoignages choquants qui révèlent enlèvements, raclées et torture, des soldats israéliens confessent l'horreur qu'ils ont infligée aux Palestiniens, à Hébron.

Ce jeune homme de 22 ans aux cheveux bruns, en T-shirt noir, blue-jeans et Crocs rouges, est assis à une table de pique-nique dans le décor déconcertant d'un site israélien de toute beauté. Comme on peut le comprendre, il est hésitant. Nous connaissons son nom et, si nous le révélions, il risquerait de faire l'objet d'une enquête judiciaire avec une peine de prison à la clef.

Accompagné par le chant des oiseaux, il décrit en détail certaines "choses" qu'il a faites et qu'il a vu d'autres faire, en tant que simple soldat à Hébron. Et ces choses sont des actes criminels : des incidents où des véhicules palestiniens sont stoppés sans raison, où leurs fenêtres sont brisées et les occupants tabassés pour avoir répondu avec "insolence" - pour avoir dit, par exemple, qu'ils sont en route pour l'hôpital ; le vol de tabac chez un commerçant palestinien qui est ensuite "réduit en bouillie" lorsqu'il se plaint ; des grenades cataplexiantes lancées par les fenêtres des mosquées alors que les gens font la prière. Et pire.

Le jeune homme [que nous interviewons] a quitté l'armée en fin d'année dernière et s'il a décidé de parler, c'est dans le cadre de l'effort sérieux d'exposer le prix moral payé par les jeunes appelés israéliens, dans ce qui est probablement l'affectation la plus problématique dans les territoires occupés. À commencer par le fait qu'Hébron est la seule ville palestinienne dont le centre est directement contrôlé, 24h/24 et 7j/7, par Tsahal, qui est là pour

protéger les colons juifs, particulièrement jusqu'au-boutistes, qui y habitent. Il déclare fermement regretter aujourd'hui ce qui s'est déroulé régulièrement pendant ses tours de garde.

Mais ses petits rires nerveux et ses fréquents rictus trahissent une certaine bravade, comme celle qu'il aurait pu montrer à ses copains, dans un bar, en vantant ses exploits. Il cite régulièrement l'ancien soldat plus âgé qui l'a persuadé de nous parler et, comme pour se rassurer, il dit : "Vous savez comment c'est à Hébron !"

L'autre ex-soldat plus âgé, qui se nomme Yehuda Shaul et qui, au pic de l'Intifada, a servi dans une unité de combat dans cette ville, "sait vraiment comment cela se passe à Hébron". Il est l'un des fondateurs de *Shovrim Shtika* [Rompre le Silence], qui publiera dimanche les témoignages dérangeants de 39 israéliens - dont celui de ce jeune homme - qui ont servi dans l'armée entre 2005 et 2007, à Hébron. Ces témoignages couvrent tout un éventail d'expériences, de la colère et l'impuissance face aux abus souvent violent commis par des colons juifs jusqu'au-boutistes contre les Arabes, jusqu'aux tracasseries de la part des soldats et aux soldats tabassant sans provocation des habitants palestiniens, pillant leurs maisons et leurs boutiques et ouvrant le feu sur des manifestants non armés.

Les mauvais traitements infligés aux civils sous occupation sont communs à de nombreuses armées du monde - dont l'armée britannique, de l'Irlande du Nord à l'Irak.

Mais, de façon paradoxale, à part en Israël, peu de ressortissants d'autres pays disposent d'une ONG, telle que Rompre le Silence, qui cherche - à travers les expériences des soldats eux-mêmes -, et ainsi que son site internet l'exprime, à "forcer la société israélienne à parler de la réalité qu'elle a créée" dans les territoires occupés.

Cette année, on a donné au public israélien un aperçu peu flatteur de la vie militaire à Hébron, lorsqu'un jeune lieutenant de la Brigade Kfir, dénommé Yaakov Gigi, a été condamné à 15 mois de prison : il avait emmené avec lui cinq soldats pour s'emparer de force d'un taxi palestinien. Une conduite, que les médias israéliens ont rapporté comme étant un "saccage", au cours duquel l'un des soldats a tiré sur un civil palestinien et l'a blessé, parce qu'il se trouvait au mauvais endroit. Ensuite, ce soldat a essayé de mentir pour s'en sortir.

Dans une interview-confession à l'émission d'enquête *Uvda*, de la chaîne israélienne *Channel Two*, Gigi, qui avait été, de diverses manières, un soldat exemplaire, a parlé de "perdre la condition humaine" à Hébron. Interrogé sur ce qu'il entendait par-là, il a répondu : "Perdre la condition humaine est devenir un animal".

Contrairement à Gigi, le soldat qui a tiré sur le Palestinien n'a pas été poursuivi par l'armée israélienne. Mais Tsahal insiste sur le fait "que les événements qui se sont produits au sein de la Brigade Kfir sont très inhabituels". Mais, comme le confirme le témoignage donné à Rompre le Silence du soldat de 22 ans qui était aussi dans la Brigade Kfir, il semble que cet événement aurait pu ne pas être exceptionnel. Dans son interview, il nous a bien dit qu'il s'est trouvé de "nombreuses fois" dans des groupes qui réquisitionnaient des taxis, qui installaient le chauffeur à l'arrière et lui demandaient de les diriger vers des endroits "où ils haïssent les Juifs" afin d'y "mettre un *balagan*" - un "grand désordre" en hébreu.

Ensuite, il y a la lutte inter-clanique palestinienne : "On nous disait d'aller là-bas et de voir ce qui se passait. Notre chef [de section] était un peu dérangé. En tout cas, nous localisons les maisons et il nous disait : 'Ok, tous ceux que vous voyez avec des pierres ou n'importe quoi d'autre - tirez !' Tout le monde pensera qu'il s'agit d'une guerre des clans..." Le commandant de la compagnie était-il au courant ? "Personne ne le savait. Ces actions étaient des initiatives propres à la section".

Vous leur avez tiré dessus ? "Assurément, pas seulement sur eux. Sur quiconque s'approchait ... En particulier aux bras et aux jambes. Certains ont aussi été touchés à l'abdomen ... Je pense qu'à un moment ils ont réalisé qu'il s'agissait de soldats, mais ils n'en étaient pas sûrs parce qu'ils ne pouvaient pas penser que des soldats feraient cela, vous savez".

Ou utiliser un enfant de 10 ans pour localiser et punir un lanceur de pierres de 15 ans : "Donc nous attrapions quelques gamins palestiniens qui se trouvaient dans le coin, nous savions qu'il savait qui avait fait cela. Disons que nous le battions un peu - c'est un euphémisme - jusqu'à ce qu'il nous le dise. Vous savez, la façon dont les choses se déroulent lorsque votre tête est déjà perturbée et que vous n'avez plus de patience pour Hébron, ni avec Arabes, ni avec les Juifs là-bas.

"Le gosse avait vraiment peur, réalisant que nous étions après lui. Le chef qui était avec nous était un peu fanatique. Nous avons remis ce garçon au chef, et ce dernier lui a mis une raclée monumentale ... Il lui a montré toutes sortes de trous dans le sol le long du chemin, en lui demandant : 'Est-ce ici où tu veux mourir ? Ou là ?' Et le gosse répondait, 'Non, non !'

"En tout cas, on tenait le gosse debout car il ne tenait pas tout seul sur jambes. Il pleurait déjà ... Et notre chef continuait, 'Ne fais pas mine !' Et il lui donnait quelques coups de pieds supplémentaires. Et ensuite [le nom a été retiré], qui avait toujours du mal avec ce genre de chose, est arrivé. Il a attrapé le chef d'escadron et lui a dit 'Ne le touche plus, ça suffit !' Le chef de section lui a répondu, 'Vous êtes devenu gauchiste, c'est ça ?' Et celui-ci a répondu : 'Non, c'est juste que je ne veux pas voir ce genre de choses'.

"Nous nous trouvions juste à côté lorsque cela s'est produit mais nous n'avons rien fait. Vous savez, nous étions indifférents. Bon ! C'est seulement après les faits que l'on commence à réfléchir. Pas tout de suite. Ces choses que nous faisons étaient quotidiennes ... C'était devenu une habitude ... "Et les parents [du gamin] l'ont vu. Notre chef a ordonné [à la mère], 'Ne t'approches pas !' Il a armé son pistolet, qui avait déjà une balle dans la culasse. Elle était effrayée. Il a pratiquement mis le canon dans la bouche du gamin. 'Que quelqu'un s'approche et je le tue ! M'emmerdez pas ! Je tue. Je n'ai aucune pitié'. Alors le père ... a attrapé la mère et lui a dit, 'Calme-toi, laisse-les, ainsi ils le laisseront tranquille'".

Tous les soldats qui servent à Hébron ne deviennent pas un "animal". Iftach Arbel, 23 ans, issu de la classe-

moyenne supérieure, d'une famille de centre-gauche à Herzlia, a servi à Hébron en tant que chef de peloton, juste avant le retrait de Gaza. Il pense que l'armée voulait lui montrer qu'elle pouvait être aussi dure avec les colons. Et beaucoup de ces témoignages, dont celui de M. Arbel, décrivent comment les colons apprennent aux enfants, dès l'âge de quatre ans, à lancer des pierres contre les Palestiniens, à attaquer leurs maisons et même à dérober leurs possessions. Pour M. Arbel, les colons d'Hébron sont "purement diaboliques" et la seule solution est de "retirer les colons".

Il pense que cela serait possible, même avec les contraintes de mieux traiter les Palestiniens. Il ajoute : "Nous avions des activités nocturnes. Nous choisissons une maison au hasard, sur une photo aérienne, afin de nous entraîner au combat de routine et tout ça, ce qui est instructif pour les soldats, je veux dire... je suis à 100% pour. Mais ensuite, à minuit, on réveillait quelqu'un et nous mettions toute sa maison sens dessus dessous avec tout le monde qui dormait sur les matelas, etc."

Mais M. Arbel dit que la plupart des soldats se situent quelque part entre ses propres, extrêmes et ceux des plus violents. En écoutant simplement deux de ses camarades qui ont témoigné, vous pouvez voir ce qu'il veut dire. Comme l'un d'eux le dit : "Nous faisons toutes sortes d'expérimentation pour voir qui serait le plus adroit à Abou Snena. Nous placions [des Palestiniens] contre un mur, nous faisons comme si nous les fouillions et nous leur demandions d'écartier les jambes. Ecarte ! Ecarte ! Ecarte ! C'était un jeu pour voir qui le faisait le mieux. Ou nous vérifions lequel pouvait retenir sa respiration le plus longtemps. "Les étouffer. Un type arrivait, ferait comme s'il les contrôlait et soudain commencerait à crier qu'ils avaient fait quelque chose et les étoufferait ... en bloquant leurs voies respiratoires : il faut presser la pomme d'adam. Ce n'est pas agréable. Tu regardes ta montre pendant que tu le fais, jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Celui qui met le plus temps avant de s'évanouir a gagné".

Et d'autres violences comme le vol. "Il y a cette boutique d'accessoires automobiles, là-bas. A chaque fois, les soldats prenaient un lecteur de CD ou autre. Ce type, si tu vas lui demander, te racontera plein de choses que les soldats lui ont fait.

"Tout un roman ... Ils faisaient régulièrement une razzia sur sa boutique. 'Ecoute ! Si tu nous dénonces, nous confisquerons toute ta boutique, nous casserons tout'. Vous savez, il avait peur de les dénoncer. Il négociait déjà, 'Ecoutez les gars, vous me causez un tort financier'. Personnellement, je n'ai jamais pris la moindre chose, mais je t'affirme que les gens avaient l'habitude de lui voler des haut-parleurs, des stéréos complètes.

"Il disait : 'S'il te plaît, donne-moi 500 shekels, je perds de l'argent'. 'Ecoute, si tu continue - on prend tout ton magasin !' 'Ok, Ok, prend-le, mais ne prenez pas plus de 10 chaînes par mois'. Quelque chose comme ça.

"Je suis déjà en faillite ! Il était si misérable. De retour chez eux, les gars de notre unité avaient l'habitude de revendre ces choses, de faire du business. Les gens sont tellement bêtes !"

L'armée a déclaré que les soldats des Forces de Défense israéliennes opèrent selon "des règles morales strictes" et que l'adhésion à ces règles que l'on attend d'eux ne fait "que croître partout et à chaque fois que les soldats de Tsahal entrent en contact avec des civils". Elle a ajouté que "si des preuves soutenant ces accusations sont découvertes, des mesures seront prises pour que ceux qui seraient impliqués soit poursuivis avec la grande sévérité". Elle a aussi déclaré : "L'Avocat Général de l'Armée a procédé à un grand nombre d'inculpations contre des soldats, à cause d'accusations de conduite criminelle ... Les soldats reconnus coupables ont été sévèrement punis par le Tribunal Militaire, proportionnellement à l'infraction commise". Jusqu'à hier soir, l'armée n'avait toujours pas donné le nombre de ses inculpations.

Dans son introduction aux témoignages, Rompre le Silence dit ceci : "La détermination des soldats à remplir leur mission apporte des résultats tragiques : "Les normes requises deviennent méprisables, l'inconcevable devient la routine ... [Les] témoignages sont là pour illustrer la façon dont ils sont entraînés dans la réalité brutale qui règne sur le terrain, une réalité selon laquelle les vies des familles palestiniennes sont à la merci douteuse de jeunes gens. Hébron donne une image flagrante et précise de la réalité vers laquelle de jeunes représentants d'Israël sont constamment envoyés".

Une force pour la justice

Rompre le Silence a été créé il y a quatre ans par un groupe d'anciens soldats, dont la plupart ont servi dans des unités de combat de Tsahal à Hébron. Un grand nombre de ces soldats sont réservistes et font un séjour dans l'armée chaque année. Cette association a collecté 500 témoignages de la part d'anciens soldats qui ont servi en Cisjordanie et à Gaza. Sa première exposition publique était avec une exposition de photos, prises par des soldats servant à Hébron, et cette association organise régulièrement des visites d'Hébron pour les étudiants et les diplomates israéliens. Elle reçoit un financement de la part d'associations aussi diverses que le Fonds Juif philanthropique Moriah, le Fonds pour un Nouvel Israël l'ambassade britannique à Tel Aviv et l'UE.

Donald Macintyre

The Independent : article original : ["Our reign of terror, by the Israeli army"](#)

Traduction : JFG/QuestionsCritiques

Publié le 22 avril 2008 avec l'aimable autorisation de Questions Critiques

Source : Questions Critiques

<http://questionscritiques.free.fr/...>

4-4 Jeremy Bowen : Un «tsunami» des égouts à Gaza.

Sadi explique que les bassins sont 11 mètres plus hauts que les terrains environnants et **que** seuls les murs de terre autour retiennent la merde à l'intérieur.

Rien que dans cet endroit - et il dit que dans d'autres parties de Gaza, c'est pire - les bassins sont si grands que si les digues cèdent, un tsunami d'eaux usées de 6 à 7 mètres de haut submergera une zone habitée par 10.000 personnes.

Un bébé de cinq mois est couché sur une couverture à l'ombre d'une cabane en tôle.

Des fines branches d'arbres ainsi que des feuilles et des brindilles sont attachées autour des extrémités de la cabane pour la protéger du vent chaud qui souffle dans les dunes de sable, traversant le mur frontalier pour se diriger vers Israël.

La mère du bébé est assise les jambes croisées sous elle, une grande partie de son visage cachée derrière son foulard noir. Il bouge légèrement avec la brise, et elle s'en sert pour essuyer ses larmes et étouffer ses sanglots.

La femme s'appelle Aziza Abu Otayek. Elle pleure parce qu'elle se souvient de la mort de l'un de ses fils, un matin de mars l'année dernière, juste après que ses aînés soient partis à l'école.

Jusqu'à ce jour-là, leur maison se trouvait en bas d'un bassin profond d'eaux usées, acheminées vers un creux dans les dunes et retenues par des murs de terre parce que les services chargés de l'eau dans la bande de Gaza n'avaient aucun endroit où les mettre.

"Mur de déchets humains"

Le 27 mars 2007, les murs ont cédé.

Aziza a entendu quelqu'un crier, lui disant de s'enfuir. Elle est sortie de la cabane, puis est retournée à l'intérieur parce qu'elle avait oublié son foulard.

Le mur d'ordures s'est abattu sur eux. Il l'a faite tomber et a arraché le bébé de ses bras.

Il s'est noyé. Ils ont trouvé son corps contre le mur de la mosquée à une centaine de mètres. Il avait neuf mois. Sa grand-mère aussi a été noyée.

Aziza s'inquiète au sujet de son nouveau bébé qui est né à la fin de l'année dernière, parce que quand elle a été touchée par le déluge, elle a avalé une partie des eaux usées et elle pense que c'est peut-être nocif.

Ils ont appelé le nouveau bébé Mohammed, en souvenir de son frère décédé.

Pendant qu'elle parle, il gazouille gaiement, même pas dérangé par les mouches qui bourdonnent autour de ses yeux et de ses lèvres.

Aziza a un fils aîné, âgé de quatre ans qui s'appelle Ramadan. Son père dit qu'il pose des questions à propos de la mort de son frère, et quand il est contrarié, il dit qu'il préférerait le premier Mohammed.

Ramadan semble plutôt enjoué, mais il fait des cauchemars sur l'inondation.

Il regarde les lacs d'eaux d'égout à peine traités qui s'étendent encore à côté de chez eux et il demande à ses parents si une autre vague va venir.

Cela pourrait arriver. Le bassin qui a tué le frère et la grand-mère de Ramadan n'est pas le seul à proximité de leur domicile. Les autres sont beaucoup plus importants et remplis d'eaux usées.

Augmentation de la population

Un ingénieur palestinien des eaux a appelé Sadi Ali qui m'a emmené faire une visite. Il m'a expliqué que les bassins d'eaux usées s'étaient agrandis de façon importante en raison de l'augmentation de la population de Gaza - 1,4 millions de personnes dont la moitié ont moins de 16 ans - a débordé les équipements qui étaient de toutes façons inadéquats pour traiter les eaux usées.

A son grand regret, même s'ils déversaient tous les jours des dizaines de milliers de litres d'eaux usées non traitées dans la Méditerranée, il faudrait qu'ils s'occupent des autres.

Sadi explique que les bassins sont 11 mètres plus hauts que les terrains environnants et que seuls les murs de terre autour retiennent la merde à l'intérieur.

Rien que dans cet endroit - et il dit que dans d'autres parties de Gaza, c'est pire - les bassins sont si grands que si les digues cèdent, un tsunami d'eaux usées de 6 à 7 mètres de haut submergera une zone habitée par 10.000 personnes.

Conflit avec Israël

Sadi Ali a peur qu'une bombe ou un missile brise une digue.

Il existe un projet de 80 millions d'euros financé par des donateurs internationaux, pour la construction d'un bon système de traitement des eaux usées au nord de Gaza.

Sadi Ali cherche à le construire. Mais il est en retard sur le calendrier.

Le problème est le même que celui qui domine tous les aspects de la vie ici : le conflit avec Israël.

Les restrictions imposées par les Israéliens - qui, selon eux sont nécessaires à la protection de leur population - ont ralenti, et parfois complètement arrêté l'importation de matières premières pour la construction telles que le ciment et les tuyauteries.

Les entrepreneurs n'ont pas été en mesure de se déplacer librement. Le dernier problème est le manque de carburant.

Essayez de construire un réseau d'égouts pendant une guerre.

Gaza est meurtrie par des années de combats.

Lorsque nous avons installé la caméra de télévision près des bassins d'égouts, un gamin aux pieds nus, tout juste

en âge de marcher, est venu et a demandé si nous allions attaquer les positions israéliennes.

Il aurait pu demander s'il allait pleuvoir.

Pour lui, et pour plusieurs centaines de milliers d'autres enfants de Gaza, les explosions font partie de leurs vies.

Le gamin a dû penser que la caméra et son trépied ressemblait à une arme.

Après cela, nous avons accéléré le travail au cas où les Israéliens penseraient la même chose.

Jeremy Bowen : 24 avril 2008

Sources ISM

Posté par Adriana Evangelizt

5 Annexe - Analyse- Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Rapport du Centre Palestinien d'Information : Les opérations de qualité de la résistance mettent l'armée d'occupation dans une mauvaise posture.

Les brigades d'Al-Qassam ont effectué, mercredi dernier, le 16 avril, une opération héroïque et de qualité, c'est le moins qu'on puisse dire. Trois soldats d'élites de l'armée d'occupation israélienne y ont trouvé la mort.

Cette opération a fait couler beaucoup d'encre. En effet, elle est porteuse d'innombrables indications. La branche militaire du Hamas se montre aussi développée que l'armée israélienne moins efficace. De plus, elle vient quelques jours seulement après la réussite de la résistance à s'infiltrer dans la position militaire de Nahel Oz. Une position tant fortifiée.

Quant aux pertes, cette opération a augmenté le nombre de morts israéliens à huit soldats, pendant les trois mois et demi de cette année 2008, ressent le journal hébreu Maariv.

Montée en puissance

Si le cours des choses va à ce rythme, il y aura 25 soldats israéliens tués jusqu'à la fin de l'année 2008, contre 3 seulement pour l'année passée, compare Omayr Ribabort, analyste du même journal. Cela ne montre-t-il pas, se demande-t-il, la montée en puissance de la résistance palestinienne, aussi bien sur le plan des armes que sur celui de la tactique militaire ?

La capacité de la résistance palestinienne se rapproche, de plus en plus, de celle du Hezbollah libanais. A Gaza, la résistance étudie la manière de travailler de l'armée israélienne pour en tirer des leçons et pour mieux l'affronter, résume Cohen Anayte, un autre analyste du même journal.

Par ailleurs, la presse israélienne remarque la variation des opérations pratiquées par la résistance palestinienne sur toute la longueur du mur de démarcation, tellement fortifiée. Il y a, entre autres, les obus, les mines, les pièges, les snipers, les confrontations en face à face...

La récente bataille passée à l'est d'Al-Baridj (le champ de la mort) était trop difficile pour les soldats israéliens. Ils avouent que les combattants du Hamas sont durs, très durs. La mort de plusieurs soldats avait provoqué un grand choc terrible dans les rangs de cette armée. Elle s'en est alors prise aux civils. En quelques heures seulement, elle a tué 18 Palestiniens dont un photographe de l'agence de presse Reuters, ainsi que plusieurs enfants.

L'attaque

Tactiquement, les résistants n'attendent pas toujours les incursions des soldats sionistes pour les affronter.

Désormais, ils les attaquent. L'attaque a ceci d'atout qu'elle permet aux résistants de décider du lieu et du moment de la confrontation. L'ennemi perd la surprise. Il aura cependant le choc qu'il mérite.

Dans la plupart de ses guerres, l'armée israélienne profite de l'effet de surprise. Et elle essaie toujours de mener ses combats sur les terrains de l'adversaire. C'est pourquoi son choc était incomparable, lorsque les missiles de la résistance libanaise tombaient dans la profondeur de son entité, durant la guerre qu'elle avait conduite contre le Liban en 2006. La situation actuelle est semblable. Ses casernes, ses responsables, ses soldats, ses villes, ses colonies, tous sont visés. Très récemment, son ministre de la sécurité intérieure aurait été pris dans une embuscade.

Stratégie

Cette montée en puissance de la branche militaire du Hamas aura des conséquences politiques et stratégiques, croit l'analyste Roben Ben Yeshay, dans le journal hébreu Yadiot Ahronot.

Tout d'abord, les décideurs du gouvernement d'occupation pourraient se trouver obligés d'accepter les conditions du Hamas pour une trêve.

Puis, le Hamas croit que la guerre qu'il mène sur ses frontières mettra ces décideurs dans une hésitation totale quant à une invasion de grande envergure à Gaza. Ils ont désormais peur d'en subir des pertes considérables.

Leur armée subit déjà de grandes pertes dans des terrains découverts. Comment seraient alors les choses, si la guerre se déroule dans des rues densément peuplées ? Comment serait le moral de leurs soldats ?

En troisième lieu, ces opérations n'entament pas la réputation du Hamas, sur le plan international. En fait, elles n'ont pas les mêmes effets que les opérations martyres ou les missiles qui frappent dans la profondeur de l'entité. Ces derniers frappent les civils, si on croit les Israéliens.

Du reste, ces opérations donnent à la résistance palestinienne tout le soutien moral, toute la confiance, toute l'audace dont elle a besoin pour casser l'arrogance de l'armée d'occupation. Briser le mythe de l'armée invincible.

L'initiative

Les branches de la résistance palestinienne maintiennent toujours l'initiative dans leur guerre. Par contre, l'armée sioniste la perd, en dépit de toutes les opérations qu'elle mène, à l'image de celle de « L'hiver chaud », qui était un véritable holocauste contre les civils.

Dans le fond et dans l'état actuel des choses, la résistance palestinienne a mis le gouvernement israélien dans une mauvaise posture. Il hésite à s'engager dans une vaste opération terrestre. Il craint les pertes humaines, constatant les opérations de qualité de la résistance. Il lui reste alors la conclusion d'une trêve avec le Hamas. Mais la situation actuelle ne la lui permet pas. Toute trêve serait considérée comme une victoire pour le Hamas. Et le gouvernement israélien ne veut pas lui donner cette joie !

Source : CPI

22-04

<http://www.palestine-info.cc/...>

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.CPI.220408.htm>

5-2 Rory McCarthy : Les Israéliens défendent des règles qui rejettent 94% des demandes non-juives de permis de construire.

En fin de compte, cela s'est ramené à une lettre d'une seule page, écrite en hébreu et en arabe, remise en mains propres par un officier de l'armée israélienne qui a frappé à la porte. La lettre annonçait la destruction imminente de la maison de trois niveaux, blanchie à la chaux, et du petit jardin bordé d'arbres pour lesquels Bassam Sulaiman a mis si longtemps à économiser et qu'il a ensuite construit avec sa famille il y a dix ans.

C'était un ordre de démolition définitif, avec instruction d'évacuer la maison dans les trois jours.

Si Sulaiman avait le moindre doute des intentions de l'armée israélienne, il n'avait qu'à regarder par la porte de derrière de sa maison où de grandes piles de gravats et de béton fracassé marquent les restes des sept maisons de ses voisins qui ont été démolies de la même façon l'année dernière.

"Que ressentiriez-vous lorsque vous avez passé 20 ans pour achever le projet de toute votre vie ?" a dit Sulaiman, un professeur de 38 ans. Il a commencé à déménager ses meubles après avoir reçu la lettre le 31 janvier, envoyée par l'administration de Judée et de Samarie, le département du ministère de la défense responsable de la Cisjordanie occupée par les Israéliens. A présent, il y a juste deux chaises en plastique dans son salon et, dans l'entrée, les tapis sont roulés, prêts à être déménagés. Les vêtements sont empilés sur le sol et les étagères sont vides, à l'exception d'une pile de documents retraçant l'histoire de la démolition imminente. Son frère, Husam, a déjà quitté l'appartement du rez-de-chaussée, mais la nouvelle machine à laver et le nouveau réfrigérateur sont toujours enveloppés dans leur plastique. Sulaiman, sa femme et leurs deux enfants attendent les bulldozers.

"Tout ce que j'ai fait dans ma vie a été pour cette maison et à présent elle va être détruite", dit Sulaiman. "C'est très difficile pour moi de trouver un autre endroit pour vivre".

Les autorités israéliennes soutiennent que la maison de Sulaiman a été construite dans une partie de la Cisjordanie connue sous le nom de zone C, une désignation de l'époque des Accords d'Oslo, qui signifie qu'Israël en a le contrôle administratif et militaire total. Pour pouvoir construire, un Palestinien doit demander un permis aux autorités israéliennes. S'il n'y a pas de permis - comme dans le cas de Sulaiman - la construction est susceptible d'être démolie.

Illégal

La zone C couvre 60% de la Cisjordanie, où habitent environ 70.000 Palestiniens. C'est aussi la partie dans laquelle la plupart des colonies juives, toutes illégales selon la loi internationale, sont construites. Une preuve statistique accablante montre que les colonies continuent de croître rapidement, tandis qu'il est extrêmement difficile pour les Palestiniens d'obtenir des permis de construire.

Les recherches de l'association israélienne La Paix Maintenant ont découvert qu'entre 2000 et septembre 2007, 94% des demandes de permis de construire déposées dans la Zone C par les Palestiniens ont été refusées. Seuls, 91 permis de construire ont été accordés [pendant cette période] aux Palestiniens, alors que 18.472 unités d'habitation ont été construites dans les colonies juives. En conséquence des ordres de démolition, 1.663 constructions palestiniennes ont été démolies, contre seulement 199 dans les colonies. "Les refus de permis de construire aux Palestiniens à une telle échelle fait craindre l'existence d'une politique spécifique par les autorités pour encourager le 'transfert silencieux' de la population palestinienne de la zone C", a déclaré La Paix Maintenant.

Cette année, selon le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires, il y a une augmentation prononcée des démolitions : 138 entre janvier et mars, la plupart dans la zone C, à comparer avec les 29 démolitions au cours des trois derniers mois de l'année dernière. En conséquence, depuis le début de l'année, 400 Palestiniens ont déjà été déplacés. A un moment où le processus de paix est relancé pour créer un Etat

palestinien indépendant, la réalité de la Cisjordanie est que les colonies juives croissent et que les démolitions des maisons palestiniennes sont en augmentation.

Les problèmes du village de Far'un, au sud de Tulkarem, sont complexifiés par la grande barrière de Cisjordanie, qui coure ici loin de la ligne de cessez-le-feu de 1949, qui dépare Israël des territoires palestiniens. La large clôture métallique qui passe à juste quelques dizaines de mètres de la maison de Sulaiman, coupe le village d'une partie de ses terres agricoles et des ses nappes phréatiques et a transformé cette zone en un endroit très dangereux : en décembre 2006, une palestinienne de 14 ans, qui jouait non loin, a été abattue par un soldat israélien.

La maison de Sulaiman et celle de son voisin Emad Hassahsi, qui a reçu lui aussi un ordre de démolition, ont été construites avant que la barrière ne soit installée, dans une zone où on leur a dit - et ils ont de nombreuses lettres qui semblent soutenir leur revendication - qu'elle se trouvait en zone B, dans laquelle les Palestiniens ont le contrôle administratif et, par conséquent, ils pensaient quelque part qu'ils pouvaient construire en toute sécurité. Ce n'est que plus tard que les Israéliens ont soutenu qu'il s'agissait en fait de la zone C. Ailleurs en Cisjordanie, il y a des conflits similaires sur la délimitation exacte des différentes zones.

L'administration civile d'Israël n'a fourni aucune explication pour la croissance des démolitions et voici ce qu'elle a déclaré au *Guardian* : "Les procédures qui sont menées avant la matérialisation d'un ordre de démolition incluent : l'émission d'un ordre pour cesser de construire, qui est habituellement émis au début de la construction ou des fondations, de nombreuses délibérations au haut comité de planification et de découpage par zones, et, bien sûr, une porte ouverte vers la cour suprême de justice. Ces procédures sont valables de façon identique, à la fois pour les Palestiniens et les Israéliens". Elle dit que les constructions démolies à Far'un ont été "construites illégalement sans les permis requis".

Un effet des restrictions strictes programmées est de limiter la croissance des villages palestiniens. "Si vous regardez la façon dont les Israéliens mettent en application cette planification et ces régulations de construction, vous voyez qu'elles ne sont appliquées que dans un sens", a dit Avi Berg, directeur de recherche de l'association B'Tselem, leader en matière des droits de l'homme, qui a travaillé sur l'affaire de Far'un.

La croissance des colonies se poursuit rapidement malgré le fait que les pourparlers actuels de paix soient basés sur la Feuille de Route américaine, en vertu de laquelle Israël doit geler l'activité de colonisation. Dans un autre rapport, La Paix Maintenant a déclaré que depuis que les pourparlers ont commencé à Annapolis en novembre dernier, Israël construisait toujours 500 logements en Cisjordanie et avait émis des appels d'offre pour 750 logements dans les colonies de Jérusalem-Est. Ces rapports semblent indiquer que 1.400 logements supplémentaires seront construit dans deux colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

Le gouvernement israélien prend la défense de la construction continue de colonies, en particulier dans les colonies majeures qu'il appelle des "centres de population", disant qu'il ne construira pas de nouvelles colonies ou expropriera plus de terres. "Dans les centres de population et à Jérusalem, la réalité sur le terrain, dans le futur, ne sera pas la même qu'aujourd'hui", a déclaré le Premier ministre Ehoud Olmert le mois dernier. "Il y aura plus de constructions supplémentaires, ce qui fait partie de la réalité de la vie et c'est quelque chose qui a été expliquée... "

Tous les cas de démolitions n'impliquent pas que des logements. En janvier, les forces israéliennes ont déraciné 3.200 arbres, détruit des citernes d'eau et quelques terrasses de pierre dans des champs, à proximité de Beit Ula, proche d'Hébron, au sud de la Cisjordanie. Une fois encore, c'était dans la zone C. L'administration civile a dit que cette démolition était une "mesure d'application de la loi", entreprise après les avertissements légaux.

Mais dans ce cas, la cible était un programme de 64.000 € de la commission européenne qui a commencé il y a deux ans, pour apporter un moyen de subsistance aux villageois, dont plusieurs d'entre eux ont mis aussi leur propre argent dans cette plantation.

"Cela a été une tragédie pour nous", a dit Sami al-Adam, 46 ans, un agriculteur qui a mis dans ce programme 45.000 shekels. "Ils m'arrachent par les racines. Ils veulent détruire les agriculteurs palestiniens psychologiquement et économiquement".

Rory McCarthy

The Guardian, publié le 17 avril 2008

article original : *"Area C strikes fear into the heart of Palestinians as homes are destroyed"*

Traduction : JFG/QuestionsCritiques

Sources [Questions Critiques](#)

Posté par Adriana Evangelizt